

# FÉMINISMES DÉCOLONIAUX, GENRE ET DÉVELOPPEMENT

---

## LE FÉMINISME EN RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE : ENTRE RUPTURES ET CONTINUITÉS

Tania Angeloff\*

En Chine, où le féminisme a été dès le début étroitement mêlé au Parti communiste par le biais de son principal représentant, la Fédération des femmes chinoises, quels sont les enjeux, limites, et spécificités du mouvement féministe depuis ses origines ? À la suite des travaux de plusieurs féministes et de l'étude d'actions concrètes à l'échelle locale, on se demandera quelle est la part de « féminisme d'État » en Chine et dans quelle mesure il existe un militantisme « autonome » tel qu'il se revendique dans l'existence de plusieurs organisations non gouvernementales, depuis la quatrième Conférence de l'ONU sur les femmes en 1995 et dans le contexte d'un socialisme de marché.

**Mots clés :** Chine, féminisme d'État, Fédération des femmes de Chine, militantisme, conférence de Beijing.

En Chine, presque depuis son apparition, le féminisme apparaît en lien étroit avec le Parti communiste chinois (PCC) et en symbiose avec l'État chinois, depuis la création de la Fédération des femmes de Chine (FFC) en mars 1949 quelques mois avant l'avènement de la République populaire de Chine. Certes, le lancement des réformes économiques au début des années 1980 et la quatrième Conférence mondiale des Nations unies sur les femmes, qui s'est tenue à Beijing en 1995, marquent une rupture avec le mouvement des femmes de la période maoïste. Cependant, la présence du Parti demeure très prégnante.

Après trente ans d'ouverture et de réformes économiques, le féminisme chinois resterait-il avant tout une affaire d'État et d'idéologie officielle ou

---

\* Sociologue, Université Paris-Dauphine, Tania.Angeloff@dauphine.fr

la réalité est-elle plus multiforme ? En d'autres termes, se résume-t-il à un féminisme ayant grandi à l'ombre du Parti ou doit-il plutôt s'appréhender aujourd'hui comme un mouvement militant plus complexe et pluriel dans un régime à parti unique ? Deux questions ont guidé cet article de synthèse : quelles sont les lignes de rupture et de continuité historiques du féminisme chinois de sa fondation à nos jours ? En quoi existe-il une spécificité féministe chinoise ?

Pour répondre à ces questions, il conviendra, en première partie, de remonter aux origines historiques du mouvement (de 1898 à 1949) en se demandant si ensuite, au cours de l'ère maoïste (1949-1976), le thème de l'égalité entre les femmes et les hommes a été le masque d'une idéologie socialiste en réalité plus androcentrée qu'elle ne l'affirmait. Dans cette partie, seront évoqués l'action et le statut ambivalents de la Fédération des femmes de Chine, longtemps représentant unique et officiel du mouvement des femmes.

Une seconde partie s'attachera à l'évolution du féminisme depuis trois décennies. Avec les réformes économiques et sociales, mais dans la lignée politique d'un régime toujours officiellement de « dictature démocratique du Peuple », les organisations féministes ont proliféré, contrevenant à toute velléité étatique d'en contenir le principe même. Comment expliquer cette tolérance socialiste à l'égard de la cause des femmes aujourd'hui ? Une première hypothèse consisterait à penser que le militantisme féministe constitue, aux yeux de l'État et de ses représentants, un enjeu de faible menace pour le pouvoir central, un objet militant négligeable. Une seconde hypothèse – non incompatible avec la première – tend à évoquer l'utilité à la fois sociale et politique de ces organisations féministes. En effet, loin de remettre en cause l'autorité de l'État, d'une part, elles font appel à son soutien pour réaffirmer des principes d'égalité mis à mal par la libéralisation de l'économie ; d'autre part, elles abondent dans le sens de la rhétorique égalitaire déployée par le régime, soucieux de perpétuer sa légitimité politique et sociale. La seconde partie de l'article reviendra donc sur le caractère protéiforme du féminisme chinois depuis les années 1980 pour s'interroger sur ses caractéristiques, ses richesses et ses limites.

## **LE MOUVEMENT DES FEMMES EN CHINE AU PRISME D'UN ÉTAT SOCIALISTE : DES ORIGINES À 1978**

Le féminisme, que je définis ici très largement comme un courant de pensée en faveur des droits des femmes et de la disparition des inégalités entre le groupe des hommes et celui des femmes ainsi, plus récemment, qu'entre les femmes, s'incarne habituellement à la fois dans des organismes étatiques et dans des organisations citoyennes le plus souvent indépendantes de l'État (associations, ONG). Dans ces conditions, peut-on parler de féminisme en Chine et, si oui, en quels termes ? Ne doit-on pas lui préférer l'expression « féminisme d'État » ?

Celle-ci, controversée parmi certaines féministes chinoises, renvoie au discours officiel de l'État chinois et de ses représentants sur le sujet du genre, de sa fondation à, au moins, la mort de Mao en 1976 (Wu Xiaoying, 2010) voire, pour certaines, même après cette date (Wang Zheng, 2005).

Dans un État toujours politiquement autoritaire où le multipartisme et la liberté politique restent bannis, quel sens y a-t-il à parler de féminisme en tant que mouvement militant et quelle signification le mot « féminisme » prend-il ? Pour répondre à cette question, une perspective historique longue s'avère utile car le militantisme féminin contemporain puise encore aujourd'hui une grande part de sa légitimité aux sources de cette histoire, avant même la création de la République populaire.

### **Le mouvement des femmes en Chine : perspective historique (1898-1949)**

L'histoire du féminisme contemporain en Chine remonte à la fin de l'Empire des Qing (1644-1911), au moment de l'introduction par les missionnaires et leurs épouses des premières écoles pour filles, jusque-là exclues de l'éducation. Après la création en 1844, à Ningbo, de la première école pour filles par une certaine Miss Aldersay, en 1898, un mouvement réformiste anti-impérial chinois fonde la première école chinoise à Shanghai (Lu Meiyi, 2004). Quelques années plus tard, en 1907, le gouvernement impérial se résout à légaliser l'éducation des filles. Des écoles d'État privées et payantes voient le jour. Au tournant du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle, la légalisation de l'enseignement pour filles et la part accrue de celles-ci dans l'éducation, ainsi que la pénétration des doctrines occidentales et des idées démocratiques, forment le terreau du mouvement des femmes. Ce dernier naît parmi les élites féminines cultivées de la Chine urbaine qui, pour certaines, se sont formées en Europe ou au Japon.

L'essor du mouvement coïncide, en outre, avec un courant d'idées moderniste qui dénonce également les conditions sociales des femmes et condamne les mutilations corporelles des pieds bandés, l'absence d'instruction et les mariages arrangés entre familles. Les réformateurs ne conçoivent pas la modernité sans l'abolition de ces traditions jugées rétrogrades. Les féministes adhèrent d'emblée à ces idées et défendent ardemment le droit à l'éducation, mais aussi le droit à l'amour romantique et à l'émancipation face à une autorité patriarcale étouffante (Leung Alicia, 2003 ; Evans *in* Rai, Pilkington, Phizacktea, 1992).

Sous la bannière de ces femmes (écrivaines, intellectuelles, enseignantes ou artistes), des associations et une presse féminine se mobilisent en faveur de la libération des femmes<sup>1</sup> et soutiennent les idées réformistes des groupes révolutionnaires. Cependant, leurs revendications voient le jour dans un contexte

---

1. De 1901 à 1911, quarante revues de femmes sont fondées (Lu Meiyi, 2004 ; Nivard, 1986).

politique particulier où le mot d'ordre est aux réformes et à la constitution d'une nation moderne capable de rivaliser avec l'Occident.

« Un parallèle est établi entre la faiblesse de la moitié féminine de la société et celle de la Nation tout entière. Certains y voient même un lien de cause à effet : la faiblesse de la Chine, c'est l'arriération de ses femmes ; (...) [Ces dernières] sont appelées collectivement, en tant que groupe social, à prendre part au destin du pays. (...) Leur mission est de s'émanciper afin de participer à la transformation du pays. Quelques décennies plus tard, ce même devoir leur imposera de taire leurs exigences de femmes afin de prendre part à la nouvelle transformation orchestrée par le pouvoir communiste » (Gipoulon, 1986, p. 103).

Emancipation des femmes et lutte contre l'impérialisme étranger et chinois se rejoignent donc souvent dans l'action. En cette période de grande agitation politique et sociale, les féministes tiennent des réunions secrètes, montent des réseaux, servent de couverture à leurs camarades masculins révolutionnaires, lèvent des fonds, transportent des armes, fabriquent des bombes et fondent même des milices armées (Lu Meiyi, 2004). Ces femmes prennent ainsi une part non négligeable dans les luttes anti-impériales aussi bien qu'anti-impérialistes et s'attirent la sympathie de Sun Yatsen. Après l'instauration de la précaire République de Chine en 1911 et la création du Parti nationaliste (*Guomindang*), elles échouent cependant à faire reconnaître leur égalité devant la loi. En effet, la Constitution du 11 mars 1912 les prive d'un statut de citoyennes à part entière en les excluant notamment du droit de vote et d'éligibilité.

Le Mouvement du 4 mai 1919 constitue un second temps important dans la prise de conscience féministe. Non seulement la question des droits des femmes figure en filigrane dans les trois mots d'ordre du Mouvement – « anti-impérialisme, démocratie et science » – mais le thème de l'instruction des femmes et de sa généralisation est remis à l'ordre du jour. Dans les grands centres urbains, les femmes issues de la génération du 4 mai défendent elles aussi le droit à l'éducation ; elles s'y impliquent désormais en devenant institutrices et en formant les élites de la Chine moderne. Comparée à la décennie antérieure, la nouveauté du 4 mai tient, pour ces femmes instruites, dans l'évolution des mœurs : meilleure instruction, relative indépendance économique par le travail, amour et mariage plus libres.

Dans les années 1920, conséquence logique de leur mise à l'écart par les membres du *Guomindang*, les féministes chinoises se tournent vers la doctrine marxiste. Elles tentent de conceptualiser la question des femmes dans cette nouvelle perspective.

Contrairement au parti nationaliste désormais dirigé par Chang Kaishek, le Parti communiste chinois, dès sa fondation en juillet 1921, cherche à attirer en son sein les féministes pour leurs compétences organisationnelles et le travail en réseau auxquels elles se sont formées. S'il dénonce publiquement celles qui gaspillent leurs efforts et leurs talents en dehors du Parti (Edwards, 2008 ; Boxer, 2007), il parvient à rallier les autres autour de l'idée commune de

modernité. Beaucoup de féministes se trouvent alors écartelées entre féminisme et communisme. Les communistes entendent soumettre la conception féministe de l'émancipation à la lutte des classes. Certaines féministes pensent au contraire plus stratégique une politique d'alliance, entre le PCC et le *Guomindang*, entre les femmes prolétaires et paysannes et les féministes « bourgeoises »<sup>2</sup>. Xiang Jingyu (1895-1928), une des figures de proue du féminisme des années 1920, reflète les contradictions de son époque. Elle critique les féministes « bourgeoises » tout en prônant l'intégration de toutes les femmes dans le mouvement marxiste au nom de l'oppression que toutes subissent en tant que groupe social. En 1922, elle est nommée responsable de la « section femmes » (*funiubu*) par le Comité central du Parti, mais assume dans le même temps des responsabilités au sein du Département féminin du *Guomindang*. Jusqu'à sa mort<sup>3</sup>, elle n'a de cesse de tenter d'intégrer le mouvement féministe dans le mouvement ouvrier, contrevenant ainsi aux directives du Komintern qui penche en faveur d'une stratégie fermée et uniquement prolétaire dans le Secrétariat féminin international.

Le contexte politique de l'époque, hostile à l'impérialisme étranger mais sous la domination des militaires nationalistes face à un Parti communiste naissant, poussa plus d'une féministe à rencontrer de tels tiraillements dans la stratégie à mettre en œuvre pour défendre au mieux la cause des femmes. Plusieurs adhérèrent au PCC, sans pour autant renoncer à l'alliance avec le Parti nationaliste, voire aux liens qu'elles avaient tissés avec des féministes occidentales ou japonaises lors d'études à l'étranger.

Qu'advint-il de celles qui refusèrent de rallier les rangs des communistes après 1921 ? Elles se retrouvèrent étiquetées « féministes bourgeoises » – terme devenu équivalent, au fil des ans, à ceux de capitaliste ou d'anti-communiste – et ensuite écartées de toute responsabilité dans le mouvement des femmes de la République populaire après 1949 (Edwards, 2008).

Avant cette date, pour parfaire l'absorption du mouvement des femmes, le Parti a créé un « Bureau central des femmes » et une « Association des femmes » dans chaque province ou ville dont il a pris le contrôle au début des années 1940. Les femmes affectées à ces postes occupent des emplois dits « de femmes »<sup>4</sup>. Le PCC a ainsi reproduit la division du travail critiquée par ces mêmes féministes, les prenant au piège d'une contradiction à laquelle elles n'ont eu d'autre choix que de se soumettre par fidélité envers les idées qu'elles entendaient défendre par ailleurs.

---

2. Cette désignation renvoie, à cette époque, aux femmes de la bourgeoisie intellectuelle urbaine qui ont souvent étudié à l'étranger.

3. Après son exécution, le 1<sup>er</sup> mai 1928, par les troupes nationalistes de Chang Kaishek, l'iconographie communiste en fera une martyre alors que, de son vivant, dominait l'ambiguïté du Parti à l'égard de ses positions.

4. Travailleuses sociales, enseignantes, soignantes, secrétaires et assistantes.

Les conditions de naissance du féminisme chinois et de contrôle par le Parti invitent à s'interroger sur le statut idéologique des idées promues ou défendues par les féministes chinoises durant la période maoïste.

### **L'égalité entre hommes et femmes : cécité et masque idéologiques (1949-1978)**

De manière récurrente, de 1949 à la mort de Mao (1976), les déclarations sur l'égalité entre les sexes traversent voire saturent le discours et l'iconographie officiels. Ce discours reflète l'idéologie égalitaire communiste, tout en ignorant les inégalités réelles entre les sexes : la lutte pour l'égalité entre les hommes et les femmes y est principalement comprise comme une extension de la lutte des classes. Inversement, le discours enchanté sur l'égalité entre les classes (parallèlement à l'élimination des classes « bourgeoises ») ignore et masque la persistance des inégalités concrètes entre les hommes et les femmes.

Certes, comme dans l'Union soviétique des années 1917-1921, où une série de mesures prétendaient émanciper les femmes dans la famille et la société (Young, 1973), les lois qui émanent de ce discours politique ont été nombreuses dans les premières années du régime communiste chinois : loi sur le mariage, loi sur la terre, loi électorale et protection du travail, du système d'emploi et des retraites, dans les villes. L'égalité est également proclamée dans la Constitution qui stipule que « Les femmes jouissent des mêmes droits que les hommes dans les domaines politique, économique, culturel, éducatif et social ». Mais, si certaines de ces lois ont des effets immédiats – les divorces connaissent par exemple une hausse spectaculaire après la loi sur le mariage –, elles ne remettent cependant pas en cause les fondements sociaux des inégalités de genre dans le travail et la famille et ont avant tout pour finalité d'asseoir le contrôle et la légitimité du Parti (Bergère, 1987). Ainsi, par exemple, après la promulgation de la première loi sur le mariage (1950), beaucoup de femmes sont encouragées à divorcer, principalement parce que leurs époux se retrouvent dans les classes stigmatisées par le régime : propriétaires fonciers, membres de la bourgeoisie urbaine, entrepreneurs (Gilmartin, Hershatter, Rofel, White, 1994).

À l'occasion des grands mouvements de masse – comme le Grand Bond en avant (1959-1961) et la Révolution culturelle (1965-1968) – la propagande d'État relance l'idée d'une égalité entre les sexes, notamment dans des discours officiels relayés par le *Quotidien du Peuple*. Les slogans et images véhiculées par les médias, l'art et la littérature montrent des « femmes d'acier » ou des femmes aux vêtements unisexes, fortes à l'égal des hommes, durant la révolution et l'édification socialistes. Dans les villes, les unités de travail et les comités d'habitation sont de puissants vecteurs de propagation de cette idéologie collective égalitaire. Cependant, après la mort de Mao, plusieurs recueils de

réécrits de vie font état de pratiques sociales qui viennent démentir le discours officiel (Croll, 1983 ; Evans, 2008).

Au moins jusqu'aux années 1990, une des spécificités notables du discours féministe chinois réside donc dans l'usage collectif et asexué du concept d'égalité. Celui-ci se met au service du socialisme et non de la défense des libertés des femmes en tant qu'individus ou que groupes autonomes (Wu Xiaoying, 2010). Cela ne signifie pas pour autant que toutes les femmes ont été les actrices passives de ce processus. Beaucoup se sont senties engagées dans cette libération et certaines en ont profité pour se construire en sujets libres – telles Deng Yingchao (1904-1992) (Wang Zheng, 2005) ou encore Ding Ling (1904-1986) (Barlow, 2004). Néanmoins, le Parti a largement profité de la stratégie qu'il avait impulsée : il a su mettre en relation le mouvement des femmes, leur investissement révolutionnaire et progressiste et leur motivation à participer à la Libération du pays. De ce point de vue, on peut parler d'instrumentalisation du féminisme chinois par Mao et ses représentants à des fins idéologiques parfois très éloignées des intérêts des femmes.

À titre d'exemple, on pourrait évoquer l'ambivalence des politiques étatiques d'emploi à travers les campagnes successives de mobilisation en faveur du travail des femmes ou, au contraire, de leur retour au foyer dans les périodes de tensions économiques. Cette politique a toujours été menée sous l'argument d'intérêt national, aux différentes périodes de l'histoire des soixante dernières années (Jin Yihong, 2006 ; Tang Xiaojing, 2010 ; Tong Xin, 2010).

Dans ce contexte, quels sont le statut et l'action effective de la Fédération des femmes de Chine ? Quelles actions concrètes cette dernière, instrument du régime, a-t-elle conduites jusqu'à la mort de Mao ?

## **La Fédération des femmes de Chine**

Officiellement, la Fédération des femmes de Chine (FFC<sup>5</sup>) est une organisation de masse, c'est-à-dire entièrement sous la houlette du Parti jusque dans les années 1980. Elle n'a qu'un pouvoir consultatif ; en effet, les directives sur l'égalité des sexes émanent du pouvoir central depuis 1949, date à laquelle le Parti a transformé les « Bureaux de femmes » et les a regroupés sous l'égide de la Fédération des femmes, dont l'intitulé a changé à plusieurs reprises : entre « Fédération nationale des femmes démocrates de Chine » (1949), « Fédération nationale des femmes de la RPC » (1957) et « Fédération nationale des femmes chinoises » (depuis 1978). Au départ, la FFC a été conçue comme le parapluie des organisations de femmes déjà existantes. En 1953, elle regroupait déjà 40 000 fonctionnaires pour ne compter que celles qui travaillaient au-dessus du

---

5. Littéralement, Fédération des femmes de toute la Chine, *Quanguo fulian funü*.

niveau des quartiers et des municipalités (Wang Zheng, 2005). L'enthousiasme aveugle des premières heures du régime a rapidement été émoussé par la suspicion et le contrôle du Parti et de ses hommes sur les fédérations locales et nationale, et sur les femmes qui y travaillent.

Sous Mao, cependant, la FFC fut la seule organisation légitime de femmes et s'impliqua à ce titre fortement dans les projets étatiques. À cet égard, les femmes de la première génération de la Fédération étaient davantage des bureaucrates que des militantes féministes, même si certaines étaient sincèrement attachées à la défense des droits des femmes.

À partir d'un travail sur les archives de la Fédération de Shanghai et d'entretiens avec des femmes retraitées de la Fédération, Wang Zheng (2005, 2010) s'interroge sur la participation des femmes à la construction d'un État socialiste en se demandant comment leur action a transformé le paysage social et en mettant en lumière à la fois les ambiguïtés du mouvement des femmes, mais également celles du Parti. À ses yeux, les membres de la Fédération apparaissent comme des « féministes d'État ». De fait, pendant plus de trente ans, la FFC était le seul organisme légitime pour représenter la cause des femmes. Plus qu'une organisation en charge de la défense des droits des femmes, la Fédération servait surtout de courroie de transmission pour répercuter les directives du Parti. En faisant l'apologie de la cause des femmes placée au service de l'intérêt collectif, ces femmes, cadres du Parti, entendaient se démarquer fortement de celles qui les avaient précédées sous l'étiquette de « féministes bourgeoises » dans les premières décennies du <sup>xx</sup> siècle (Leung Alicia, 2003). Il est d'ailleurs intéressant de noter la réticence, en Chine, des militantes de la cause des femmes à l'égard des catégories « féminisme » et « féministes »<sup>6</sup>. Si à l'origine, ce rejet marquait le refus d'être assimilée(s) aux idées dénoncées comme « bourgeoises » ou « occidentales », cette réticence perdure encore aujourd'hui dans beaucoup de cercles et explique l'engouement pour le terme de « genre » (sous sa traduction chinoise comme on le verra), y compris dans le discours gouvernemental (Wang Zheng, Zhang Yin, 2010).

Dans un État patriarcal<sup>7</sup> centralisé tel que la RPC, jusqu'aux années 1980, les lois et politiques prétendent en faveur des femmes n'étaient *de facto* pas toujours claires. Ce flou entre le discours officiel, les motivations politiques et les actions concrètes n'implique pas pour autant qu'il faille jeter le bébé (la

---

6. C'est donc de manière étiq ue que j'emploie, tout au long de cet article, le terme de « féministes » et de « féminisme » concernant la Chine, cf. Pike, 1954-1960.

7. Le maoïsme a mis en place un système où l'autorité et la protection de l'État se substitue à celle du père de famille et du chef de clan (Bergère, 1987). Par patriarcal, je fais donc d'une part référence au fonctionnement autoritaire, centralisé et hiérarchisé de l'État chinois de 1949 à 1978, fonctionnement qui n'a pas complètement disparu aujourd'hui. D'autre part, je fais également allusion à une politique où le pouvoir reste l'apanage des hommes (peu de femmes dans les organes dirigeants de l'État chinois, Comité central et Bureau politique).



Fédération) avec l'eau du bain (son instrumentalisation politique par les tenants du régime). Il existe une vision simplificatrice selon laquelle la Fédération constituerait un bloc monolithique où les femmes seraient privées, en son sein, d'espace de liberté et d'action. Certes, à travers la Fédération, comme il le fait pour d'autres organisations de masses (Ligue de la jeunesse, organisation syndicale), l'État définit les causes, les méthodes et la vision du changement et se porte garant, en protecteur masculin, des droits et intérêts des femmes (Wang Zheng, 2005). Mais il convient de se demander si la Fédération des femmes ne se réduit, durant cette période, qu'à un rôle de représentante symbolique d'un régime de genre masculin et protecteur ou si, au-delà, elle défend et représente les femmes chinoises ; ou, encore, si l'on est en présence d'une réalité plus ambiguë et enchevêtrée.

Pas plus que la Fédération, le Parti-État n'est monolithique, cohérent et sans ruptures. Il existe au contraire des fissures, fossés, disputes, contestations et conflits d'intérêts et d'objectifs à l'intérieur de l'appareil d'État (Wang Zheng, 2005). La FFC s'apparente ainsi à une organisation à double visage : féministe et communiste. De 1949 à 1966, ce « Janus à la chinoise » a longtemps caché son second visage, celui d'un féminisme subversif et constructif permettant d'approcher et de révéler les complexités des relations de pouvoir dans ce Parti-État et de reconsidérer les pratiques des féministes du Parti, notamment à l'échelle locale. L'articulation de son action aux deux niveaux, local et national, permet de nuancer l'image souvent tronquée de la Fédération. Le fait que l'influence locale de la FFC soit allée croissante depuis les réformes confirme cette hypothèse.

Au moment de la Révolution culturelle, en 1966, la Fédération a dû cesser toute activité jusqu'en 1979. Le lancement des réformes économiques a marqué un renouveau en son sein tandis que la Conférence mondiale de 1995 lui a redonné un second souffle grâce aux idées féministes transnationales véhiculées par ses fonctionnaires (Wang Zheng, 2005). C'est ce que nous allons voir à présent.

## **RUPTURES ET CONTINUITÉS DU FÉMINISME CHINOIS DEPUIS 1980**

### **Les réformes comme révélateur des inégalités**

En 1978, arrive à la tête de l'État chinois Deng Xiaoping, qui parvient à concilier un réformisme économique et un conservatisme politique. Les réformes économiques qu'il lance en libéralisant progressivement l'économie, en commençant par le Sud de la Chine, zone économiquement la plus prospère, ont des répercussions importantes sur le travail et le statut des employés des

entreprises publiques et des entreprises d'État en milieu urbain, dont près de 50 % sont des femmes<sup>8</sup>.

En outre, dans certaines zones rurales et aux abords de grandes villes, des zones économiques spéciales (ZES) sont créées dès 1978 et s'ouvrent aux capitaux mixtes, étrangers, puis privés chinois. Dans l'industrie légère, ces zones attirent un grand nombre de femmes issues de provinces moins prospères, en particulier du secteur rural qui connaît un excédent de main-d'œuvre.

Des phénomènes discriminatoires inédits apparaissent : licenciements massifs des employées des entreprises d'État (McLaren, 2004), régime de travail différent pour les hommes et les femmes issus de la migration, dureté parfois extrême des conditions de travail dans les usines, harcèlement moral et sexuel de migrantes (Lee Ching-kwan, 1998 ; Tong Xin, 2005).

Dans certaines villes, la FFC se mobilise autour des questions de discrimination à l'embauche et de licenciement et essaie de mettre en place des dispositifs de reconversion pour les femmes mises en retraite anticipée (Gu Edward, 1999 ; McLaren, 2004).

Enfin, dans le cadre des réformes, en 1981, est lancée la politique de l'enfant unique. Dans certaines provinces, des fonctionnaires locaux qui redoutent la réprobation de leur hiérarchie ont à cœur de faire respecter la loi ; ils vont parfois jusqu'à prescrire des avortements forcés et tardifs ainsi que des stérilisations contraintes des femmes. Certaines meurent sous l'effet de fausses couches provoquées et la presse s'empare de ce phénomène de société où les femmes, plus que les hommes, subissent les sanctions envisagées par la loi, ou anticipées par des fonctionnaires trop zélés (Angeloff, 2010). Dans certaines provinces, il manque des femmes dans des proportions alarmantes (Attané, 2010). Des trafics de femmes sont démasqués, des infanticides, des abandons de petites filles et des enlèvements de petits garçons scandalisent l'opinion publique. Leur récurrence les transforme en problèmes sociaux sexués et ils font l'objets d'une « campagne de lutte contre les six démons » dès 1989 (Milwertz, 2002).

La politique d'ouverture économique des pays socialistes apparaît toujours ambiguë à l'égard des femmes (Rai, Pilkington, Phizacktea, 1992). Pour certains, les réformes économiques et sociales ont introduit des inégalités au travail autrefois inexistantes entre les hommes et les femmes puisque l'État garantissait un emploi à vie pour tous, du moins en milieu urbain. Pour d'autres analystes, la réalité est plus nuancée : les inégalités existaient sous des formes larvées. Les réformes économiques les ont révélées au grand jour. Quelle que soit l'interprétation adoptée, dans ce contexte de mutations socio-économiques

---

8. Source : Annuaire statistique de la Chine (*Zhongguo tongji minjian*) 1981 et Données statistiques pour les femmes chinoises (*Zhongguo funnǚ tongji ziliao*) 1949-1989 cités par Tang Xiaojing, 2009.

importantes, la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui s'est tenue à Beijing en 1995, et toute la phase préparatoire ont créé une rupture dans l'approche et le traitement des inégalités de genre en Chine.

### **L'avant et l'après de la quatrième Conférence mondiale des femmes (1995)**

La conférence des Nations unies, sans soulever de réactions anti-occidentales et anti-féministes majeures, a marqué un tournant dans l'histoire du féminisme chinois dans au moins quatre directions : en premier lieu, eu égard aux concepts mobilisés pour formuler les questions de genre, en second lieu par rapport à la conscience féministe et à l'action militante, ensuite sur le plan institutionnel et, enfin, en termes organisationnels.

D'une part, la conférence a ouvert la voie à un cadre conceptuel nouveau, notamment autour du concept de « genre », en rupture avec les notions marxistes d'égalité qui avaient prévalu jusqu'alors. Le terme de « genre » est traduit par *xingbie* – littéralement « différence des sexes »<sup>9</sup> –, y compris dans le discours officiel. Face à la suspicion que fait peser le qualificatif « féministe », littéralement « mouvement du droit des femmes » (*nüquan zhuyi*) – expression aux échos féministes bureaucratiques des années Mao –, le concept de différence des sexes paraît plus consensuel et traduit la volonté de se démarquer de l'époque antérieure aux réformes. Dans les médias et la presse féminine, la préférence est donnée à l'expression *nüxingzhuyi* (mouvement de la féminité), tandis que la Fédération des femmes de Chine a décidé d'adopter le terme de *funü quanli* (lutte des femmes) pour couper court au débat mais en créant un nouveau<sup>10</sup>. Dans le discours, les sociologues chinois préfèrent même parfois utiliser le terme anglo-saxon *gender*. En creux de ce débat linguistique et conceptuel, le paradoxe est dénoncé entre une rhétorique révolutionnaire égalitaire et la cécité aux inégalités de genre des années Mao (Milwertz, 2002 ; Gilmartin, Hershatter, Rofel, White, 1994 ; Croll, 1995). Comme au début du XX<sup>e</sup> siècle, des salons de femmes voient le jour au tournant des années 1990. Ils se composent de l'élite urbaine intellectuelle, de professeurs d'université, de chercheuses et de cadres de la FFC. On y discute des traductions de textes et d'ouvrages occidentaux. Dès 1986, certains ont déjà été publiés dans les collections de « Recherches féministes » éditées par l'Université de Zhenzhou et son Centre d'études et de recherche féministe. L'activité éditoriale se renforce encore au début de la décennie 1990. Les publications ont pour vocation de théoriser la question des femmes en Chine. Les enseignantes et chercheuses étrangères qui se rendent

9. Wang Zheng défend un autre terme (*shehui xingbie*) qui tente d'introduire la notion de « construction sociale » dans la différence des sexes car le mot *xingbie* est, dans son sens littéral, dépourvu de toute connotation sociale.

10. Le terme *funü* renvoie à la désignation confucéenne traditionnelle des femmes ; son usage choque donc certaines féministes universitaires (Barlow, 2004).

alors en Chine participent en outre à ce mouvement de prise de conscience et de réflexion.

Graduellement, les groupes de discussion passent à l'action militante. Des activités novatrices voient le jour, au nombre desquelles : la lutte contre les violences domestiques, la construction d'un leadership parmi les femmes en milieu rural, la défense de la place et du pouvoir à donner aux femmes issues des minorités dans le développement rural, la dénonciation des inégalités dans le sexe ratio à la naissance, la promotion d'écoles professionnelles pour les femmes privées d'emploi en milieu rural et urbain, la mise en place de programmes en études de genre dans les lycées et les écoles du Parti, l'organisation de manifestations culturelles (telle la version chinoise de *Monologue du vagin*) (Wang Zheng, Zhang Yin, 2010). Certaines de ces initiatives sont, pour la première fois, soutenues par des organismes de financement internationaux, telle la Fondation Ford, et reçoivent des subsides importants (Wang Zheng, 2010).

Sur le plan institutionnel, la quatrième Conférence mondiale des femmes a permis de légitimer l'existence d'ONG féministes indépendamment de la Fédération des femmes de Chine<sup>11</sup>, dans un contexte où toutes les organisations non gouvernementales sont interdites depuis les événements de la Place Tiananmen de 1989<sup>12</sup>. Le terme anglais NGO est réintroduit avec succès au moment de la préparation de la conférence et s'applique uniquement au militantisme féministe. Il est alors traduit par *minjian zuzhi* (organisation populaire – par opposition à organisation gouvernementale) ou très littéralement par *feizhengfu zuzhi* (organisation non gouvernementale), voire par une combinaison sino-anglaise des deux termes NGO-zuzhi (organisation ONG) ou *minjian NGO* (ONG populaire). Ces traductions visent à faire la distinction entre les divers organismes féministes et les fédérations de femmes émanant du régime. En effet, en 1994, le gouvernement chinois a lui-même décerné le titre de « plus grande ONG chinoise pour élever le statut des femmes » à la Fédération des femmes de Chine (Milwertz, 2002). Cette désignation pousse les femmes de la FFC à se présenter comme une « association semi-officielle et semi-populaire » (*banguan banmin*) tandis que les militantes féministes extérieures à la Fédération refusent catégoriquement de la considérer comme une ONG, ne serait-ce qu'à demi ! À leurs yeux, le terme d'ONG doit être réservé à toute action militante de type

---

11. La Fédération des femmes de Chine compte encore actuellement 90 000 fonctionnaires rémunérées par l'État chinois (Wang Zheng, Zhang Yin, 2010). Les féministes font un travail d'éducation auprès des milieux politiques pour faire accepter l'idée que le concept d'organisation non gouvernementale n'est pas synonyme d'organisation anti-gouvernementale (Wang Zheng, 2010).

12. Gao Xiaoxian, fondatrice de l'Association du Shaanxi de recherche sur les femmes et la famille, est rétrogradée après Tiananmen pour avoir organisé un salon de femmes au début de l'année 1989 (Wang Zheng, 2010).

ascendante (*bottom-up*) et non nécessairement structurée. Cela donne un paysage féministe contrasté et diversifié puisqu'on trouve pêle-mêle l'organisation étatique de la Fédération des femmes de Chine et ses branches locales, mais aussi des associations indépendantes de l'État dans leur structure et leur financement (Milwertz, 2002 ; Wang Zheng, Zhang Yin, 2010). Ces dernières fonctionnent sur des fonds propres, souvent étrangers, et de manière relativement autonome.

Quoi qu'il en soit, la Fédération des femmes de Chine ne détient désormais plus officiellement le monopole de l'action en faveur des femmes. Des ONG parviennent à mener des actions efficaces, notamment, pour citer les trois plus célèbres et actives d'entre elles : « Stop à la violence domestique » (*Zhongguo fandui jiating baoli*), « Genre et développement » (*Shehui xingbie yu fazhan*) et « Femmes et études sur le genre » (*Nüxing yu xingbie yanjiu*) (Wang Zheng, 2010). Pour autant, ces mouvements sociaux d'origines diverses (féministes d'État, dans un cas, militantes féministes plus ou moins indépendantes dans l'autre cas) ne se construisent nullement en opposition les uns avec les autres. Au contraire, l'originalité et la force du féminisme chinois résident dans la porosité aux frontières de groupes féministes affiliés au Parti et indépendants, même s'il existe des débats et des conflits d'intérêt entre les différentes actrices. En effet, entre les féministes de la très officielle Fédération, les militantes féministes d'autres organismes non gouvernementaux sans lien direct avec le Parti et les universitaires conduisant des recherches sur le genre, on observe une circulation d'idées et de compétences ainsi qu'une véritable collaboration. Il est intéressant de voir que cette porosité se lit également dans les trajectoires des actrices de ces mouvements qui peuvent à la fois prendre part à l'action militante indépendamment des directives de l'État et occuper des positions officielles (Wang Zheng, 2010). Comment comprendre le féminisme chinois contemporain, ses jeux d'alliance, sa simple existence dans un régime politique autoritaire ?

### **Un féminisme chinois de la « troisième voie »**

Les questions soulevées par les féministes, tout en défiant le pouvoir, ne s'attaquent directement ni au Parti communiste ni à l'État et à la politique des réformes économiques. Les féministes chinoises contemporaines soutiennent l'esprit des réformes sans remettre en cause frontalement les excès et les conséquences néfastes causés par la libéralisation économique. Dans certaines circonstances, le militantisme féministe peut même en appeler à l'autorité de l'État (Lin Chun, 1995) et s'appuyer sur une politique qui entend lutter contre la corruption et le désordre social. C'est le cas du mouvement contre le trafic de femmes des provinces du Sud de la Chine (Edwards, 2008). En outre, la critique féministe, dans sa perspective historique, peut également servir de levier critique aux excès du maoïsme et asseoir la légitimité du présent régime qui

entend prendre ses distances par rapport aux écueils du socialisme des premières décennies du régime.

Par féminisme de la troisième voie, j'entends donc un féminisme à la fois en rupture et en continuité avec la période antérieure aux réformes économiques. Cette rupture est, d'une part, d'ordre idéologique : la cause des femmes ne s'inscrit plus dans la lutte des classes dès lors que celle-ci cesse d'être un enjeu politique de premier ordre. Elle est, d'autre part, d'ordre institutionnel et organisationnel puisque la FFC ne possède plus le monopole des actions en faveur des femmes. Cette rupture n'est pas pour autant radicale. Elle s'accompagne d'une continuité : la FFC poursuit son action en coopération avec les organisations indépendantes tandis que l'État chinois ne se désinvestit pas totalement en matière de droits des femmes, comme l'attestent les mesures légales récentes : de la loi sur la protection des droits et des intérêts des femmes, au contenu flou, en 1992, à l'interdiction légale des violences conjugales dans la dernière loi sur le mariage de 2004.

Le féminisme de la troisième voie est également une manière de décrire un courant militant qui, sans ignorer ni rejeter le féminisme international, entend l'adapter à la situation chinoise. La politique de l'enfant unique requiert une approche spécifique, le désinvestissement de l'État dans l'emploi public et les conséquences pour des millions de femmes licenciées nécessitent une analyse et une action particulières. En bref, aux yeux des féministes chinoises, la taille et la diversité du pays (1,35 milliard d'habitants répartis sur 9,6 millions de km<sup>2</sup>), la mosaïque ethnique (55 minorités ethniques représentent 10 % de la population chinoise), une population à dominante rurale à 60 % et le caractère autoritaire du régime nécessitent une adaptation des concepts de droits de l'homme et de droits des femmes. Cette adaptation ne semble pas avant tout l'effet d'une volonté d'indépendance par rapport aux concepts féministes occidentaux et au féminisme international, mais davantage une réponse à un contexte économique et social et à un système politique particuliers.

Enfin, en matière d'action féministe, le régime politique chinois dicte des modes d'adaptation spécifiques. Coopérer avec les institutions étatiques s'avère une nécessité politique mais aussi un mode d'action efficace. À partir de l'étude de trois organismes féministes implantés à Beijing (l'Institut de recherche sur les femmes, le Centre familial de Jinglun et le Club des migrantes de la capitale<sup>13</sup>), Cecilia Milwertz (2002) s'est intéressée à la stratégie développée par les militantes féministes pour composer avec un régime politique peu habitué à une action ascendante (*bottom-up*). Dans un contexte où les manifestations restent illégales, les femmes s'adaptent, organisent des événements scientifiques ou militants

---

13. Respectivement, *Fangzhou jiating zhongxin*, *Zhongguo shehui gongzuo xiehui Jinglun jiating kexue zhongxin*, *Beijing hongfeng tunü xinli zixun fuwu zhongxin*.

dans de grands hôtels, ou encore lancent des campagnes de sensibilisation de la population à telle ou telle question (contraception, violence domestique, reconversion professionnelle) en montant des stands de rue éphémères.

Ces organisations conquièrent leur légitimité en imitant les formes d'action étatiques de la FFC, jamais en s'y opposant, quand bien même, dans le contenu, les positions défendues peuvent différer de la ligne officielle prônée par la Fédération. Cette forme de coopération constitue un moyen, d'une part, d'acquérir une légitimité, d'autre part, de profiter des réseaux de relation de la FFC, enfin, d'influencer les institutions étatiques en les infiltrant. Dans ces conditions, s'enregistrer comme une organisation populaire officielle, s'affilier à la FFC ou encore choisir un statut d'entreprise privée pour abriter une action militante tout en échappant davantage au contrôle de l'État deviennent des manières efficaces de s'assurer un statut légal. Inviter ou associer des leaders des organismes officiels à telle ou telle conférence ou débat participe aussi de cette stratégie d'alliance, de même que le travail en coopération avec une fédération locale ou la FFC, ou encore avec les médias chinois, toujours sous le contrôle du Parti.

En conclusion, le féminisme chinois contemporain apparaît à la fois en rupture et en continuité avec son histoire. Son dialogue et ses liens avec le féminisme occidental se sont accrus depuis les années 1990 et ont pris plusieurs formes. En premier lieu, la conférence de Beijing, en 1995, a permis d'asseoir un féminisme chinois spécifique et bigarré, avec des organismes indépendants qui côtoient la FFC, un féminisme en prise avec les questions sociales brûlantes du pays. En second lieu, la conférence n'a pas véritablement ouvert la voie à des pressions internationales politiquement efficaces en matière de démocratie et de droits de l'homme (et de la femme). Si ces arguments démocratiques rencontrent un écho parmi les élites cultivées de la Chine urbaine, ils ne pèsent que faiblement dans les choix politiques des dirigeants chinois. Il en est de même de la faible incidence de l'organisation des jeux olympiques de Beijing (2009) ou de l'exposition universelle de Shanghai (2010) en matière de droits de l'homme. En troisième lieu, à partir de cette date, l'envoi croissant d'étudiant-e-s chinois-e-s dans des départements de sciences sociales, d'études féministes ou de *gender studies*, principalement aux États-Unis et en Grande-Bretagne, ainsi que leur implantation dans ces pays après leur PhD ont créé des liens militants, scientifiques et institutionnels entre les féminismes occidentaux et chinois. Enfin, concernant les droits des femmes, en dehors de cercles universitaires très restreints et peu représentatifs, les tensions entre un courant conservateur et un courant réformateur prennent rarement la forme d'un nationalisme anti-occidental ou de débats postcoloniaux<sup>14</sup> ; en revanche, ces tensions s'actualisent

---

14. Sans doute est-ce lié au fait que la Chine, malgré la présence des concessions étrangères à Shanghai et dans le Sud au <sup>xx</sup>e siècle, ne se soit jamais vécue comme un pays colonisé, sauf peut-être par l'occupant japonais de 1936 à 1945.

dans des débats nationaux très concrets autour des questions de retour des femmes au foyer, de licenciements ou de mise à la retraite anticipée des femmes, ou encore de préférence pour la naissance d'un fils. En ce sens, l'étude du féminisme chinois contemporain constitue avant tout une entrée idéale pour étudier les questions politiques et sociales de modernité, de pouvoir et de contre-pouvoir en Chine, dont on a tenté ici de donner un aperçu.

#### PRINCIPAUX REPÈRES CHRONOLOGIQUES SUR LES FEMMES ET LE FÉMINISME CHINOIS

- 1911 : Insurrection républicaine suivie de la naissance de l'éphémère « République de Chine ». Participation des femmes au mouvement.
- 4 mai 1919 : Mouvement nationaliste du 4 Mai. Étudiants et intellectuels protestent contre le féodalisme, les traditions, le pouvoir des mandarins et l'oppression des femmes. Origines du féminisme en Chine.
- Juillet 1921 : Fondation du Parti communiste Chinois dépourvu de femmes à ses débuts.
- 1937-1945 : Guerre sino-japonaise.
- 1949 : Création de la Fédération nationale des femmes démocrates de Chine sous la houlette du PCC (mars). Naissance de la République populaire de Chine (1<sup>er</sup> octobre).
- 1950 : Loi sur le mariage instaurant le libre consentement entre les deux époux (ainsi qu'en cas de divorce) et interdisant l'intercession d'un tiers. La loi stipule que les femmes et les filles bénéficient des mêmes droits sociaux que les hommes et interdit l'infanticide.
- 1957 : La Fédération nationale des femmes démocrates de Chine est rebaptisée Fédération nationale des femmes de la République populaire de Chine.
- 1958-1961 : Lancement du Grand Bond en avant et création des communes populaires. Incitation des femmes à travailler dans l'industrie.
- 1968-1976 : Période dite de la Révolution culturelle (selon l'historiographie officielle). Création de crèches et de structures collectives pour alléger le travail domestique des femmes actives.
- 1976 : Mort de Mao Zedong.
- 1978 : Victoire politique de Deng Xiaoping. Lancement de la réforme des Quatre modernisations. La Fédération nationale des femmes de la République populaire de Chine change une seconde fois de nom et devient la Fédération nationale des Femmes chinoises.
- 1981 : Mise en place des réformes économiques. Lancement de la politique de l'enfant unique.
- 1985 : Premier Institut d'études féministes à l'Université de Zhengzhou.
- 1992 : Renforcement des réformes économiques. Loi sur la Protection des droits et des intérêts des femmes.
- 1993 : East Meets West translation group.
- 1995 : Directives pour favoriser l'émancipation des femmes chinoises.
- 1997 : Mort de Deng Xiaoping. Création d'un site *Queer* pour les gays et les lesbiennes de Chine.
- 1998 : Reconnaissance officielle de risque d'infection VIH en Chine. 1<sup>re</sup> Conférence nationale des femmes et des hommes *queer* à Beijing.
- 1999 : Publication du 1<sup>er</sup> magazine lesbien *Tiankong* (le Ciel).
- 2000 : Réaffirmation de la politique de l'enfant unique.
- 2001 : Introduction de l'expression « violences conjugales » dans un amendement à la loi sur le mariage permettant de demander le divorce sur ce motif. L'association psychiatrique chinoise déclare que l'homosexualité n'est pas une maladie.
- 2002 : Fondation du Centre de recherche sur le genre et le droit à l'Académie des sciences sociales de Beijing.
- 2004 : Révision de la loi sur le mariage. Interdiction des violences conjugales à l'encontre des femmes.
- 2005 : L'expression « égalité des sexes » entre officiellement dans le discours politique avec la commémoration des dix ans de la Conférence mondiale des femmes par le Président Hu Jintao.
- 2008 : Loi sur l'obligation du contrat de travail, Loi sur la propriété foncière rurale, projet de réforme du système de santé, licenciement d'un demi-million de citoyens (dont une majorité de femmes) sous l'effet de la crise financière mondiale.



## BIBLIOGRAPHIE

- Angeloff T., 2010, *Histoire de la société chinoise : 1949-2009*, La Découverte, Paris.
- Attané I., 2010, *En espérant un fils... La masculinisation de la population chinoise*, Paris, INED.
- Barlow T. E., 2004, *The Question of Women in Chinese Feminism*, Durham/Londres, Duke University Press.
- Bergère M.-C., 1987, *La République populaire de Chine de 1949 à nos jours*, Paris, Armand Colin.
- Boxer M. J., 2007, « Rethinking the Socialist Construction and International Career of the Concept of "bourgeois feminism" », *American Historical Review*, 112.1, pp. 131-158.
- Croll E., 1983, *Chinese Women Since Mao*, Londres, Third World Books.
- Croll E., 1995, *Changing Identities of Chinese Women*, Hong Kong University Press.
- Edwards L., 2008, « Feminism with Chinese Characteristics or the Return of Bourgeois Feminism? » in Goodman D. S. G. (dir.), *The New Rich in China. Future Rulers, Present Lives*, Londres/New York, Routledge, pp. 201-212.
- Evans H., 2008, *The Subject of Gender: Daughters and Mothers in Urban China*, Lanham (MD), Rowman and Littlefield.
- Gilmartin C. K., Hershatter G., Rofel L., White T. (dir.), 1994, *Engendering China. Women, Culture, and the State*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press.
- Gipoulon C., 1986, « Xiang Jingyu : entre féminisme et communisme », *Études chinoises*, vol. V/1-2, pp. 101-131.
- Gu Edward X., 1999, « From Permanent Employment to Massive Layoffs: The Political Economy of "Transitional Unemployment" in Urban China (1993-8) », *Economy and Society*, 28 (2), pp. 281-299.
- Jin Yihong, 2006, « Rethinking the 'Iron Girls' : Gender and Labour during the Chinese Cultural Revolution » (铁姑娘再思考 – 中国文化革命期间的社会性别与劳动), *Sociological Research* (社会学研究), n° 1, pp. 169-193.
- Lee Ching-kwan, 1998, *Gender and the South China Miracle. Two Worlds of Factory Women*, University of California Press.
- Leung Alicia S. M., 2003, « Feminism in Transition: Chinese Culture, Ideology and the Development of the Women's Movement in China », *Asia Pacific Journal of Management*, vol. 20, n° 3, septembre, pp. 359-374.
- Lin Chun, 1995, « Towards a Chinese Feminism », *Dissent*, automne, pp. 477-485.
- Lu Meiyi L., 2004, « The Awakening of Chinese Women and the Women's Movement in the Early 20<sup>th</sup> Century » in Mow S., Jie T., Bijun Z. (dir.), *Holding Up Half the Sky. Chinese Women, Past, Present and Future*, The Feminist Press, pp. 55-70.
- McLaren A. E., 2004, *Chinese Women. Living and Working*, Routledge Curzon.
- Milwertz C., 2002, *Beijing Women Organizing for Change. A New Wave of the Chinese Women's Movement*, NIAS Press.
- Nivard J., 1986, «Évolution de la presse féminine chinoise de 1898 à 1949», *Études chinoises*, vol. 5, n° 1-2, pp. 157-184.
- Pike K. L., 1954-1960 (4 volumes), *Language in Relation to a Unified Theory of the Structure of Human Behavior*, Glendale, Summer Institute of Linguistics.
- Rai S., Pilkington H., Phizacktea A. (dir.), 1992, *Women in the Face of Change: The Soviet Union, Eastern Europe and China*, Londres, Routledge.
- Selim M., 2011, « L'importation des *gender studies* à Canton : usages personnels, collectifs et politiques » in Castelli B., Hours B., *Enjeux*

- épistémologiques et idéologiques de la globalisation pour les sciences sociales*, L'Harmattan, pp. 213-238.
- Tang Xiaojing, 2009, *Femmes au foyer, filles de fer et retour au foyer. Genre et travail à Shanghai sur quatre générations 1949-2007*, Thèse de doctorat, Paris, EHESS-ENS.
- Tang Xiaojing, 2010, « Les femmes du Grand Bond en avant. Miroirs et masques idéologiques », *Travail, genre et sociétés*, n° 24, pp. 61-78.
- Tong Xin, 2005, *Introduction to Social Gender Research: An Analysis of the Social Mechanism of Gender Inequality* (社会性别研究导论 – 两性不平等的社会机制分析), Beijing, Beijing University Press.
- Tong Xin, 2010, « Mainstream Discourse and the Construction of Public Understanding of Women's Employment », *Social Sciences in China*, vol. XXXI, n° 2, mai, pp. 135-149.
- Wang Zheng, 2005, « "State Feminism"? Gender and Socialist State Formation in Maoist China », *Feminist Studies*, 31, automne, pp. 519-551.
- Wang Zheng, 2010, « Le militantisme féministe dans la Chine contemporaine », *Travail, genre et sociétés*, n° 23, pp. 103-122.
- Wang Zheng, Zhang Yin, 2010, « Global Concepts, Local Practices: Chinese Feminism since the Fourth UN Conference on Women », *Feminist Studies*, vol. 36, n° 1, printemps, pp. 40-70.
- Wu Xiaoying, 2010, « From State Dominance to Market Orientation: The Composition and Evolution of Gender discourse », *Social Sciences in China*, Special issue: « Social Change and Chinese Women », vol. XXXI, n° 2, mai, pp. 150-164.
- Young M. B., 1973, *Women in China: Studies in Social Change and Feminism*, Michigan papers in Chinese studies, n° 15, University of Michigan.